

Amnesty International confirme des fosses communes au Burundi

PANA, 29 janvier 2016 New York, Etats-Unis - De nouvelles images-satellites, des vidéos et des témoignages convaincants analysés par Amnesty International indiquent fortement que des dizaines de personnes tuées par les forces de sécurité burundaises en décembre ont ensuite été enterrées dans des fosses communes, a déclaré un communiqué. Le communiqué d'Amnesty International transmis à la PANA à New York, a indiqué: «Avant et après des images et des séquences vidéo montrent clairement cinq charniers possibles dans la zone de Buringa, à la périphérie de Bujumbura. »

L'organisation a déclaré que « l'imagerie datant de la fin de décembre début janvier a montré la terre retournée compatible avec des témoignages, notant que des témoins ont déclaré à Amnesty International que les fosses ont été creusées dans l'après-midi du 11 décembre, dans le sillage immédiat de la plus sanglante journée de l'escalade de la crise du Burundi ». « Ces images suggèrent un effort délibéré des autorités pour couvrir l'attitude des meurtres commis par leurs forces de sécurité et pour empêcher la vérité d'être révélée », a déclaré Muthoni Wanyeki, coordinatrice d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Est, de la Corne et de la Grande Région des Grands Lacs. Le communiqué déclare que les chercheurs d'Amnesty International étaient à Bujumbura quand les meurtres ont eu lieu et ont visité les quartiers touchés, y compris Nyakabiga, et les résidents ont décrit comment les corps d'au moins 21 hommes ont été laissés dans les rues, les maisons et dans les fossés de drainage. Il a également déclaré que les chercheurs ont trouvé de grandes mares de sang où certaines des victimes étaient mortes, mais les corps avaient été enlevés. Il a également déclaré comment la police et les responsables locaux ont parcouru Nyakabiga et d'autres quartiers pour récupérer les corps de ceux qui ont été tués et les ont amenés en des lieux tenus secrets. « La mère d'un fils de 15 ans qui a été abattu d'une balle dans la tête alors qu'il courait pour se réfugier dans un hangar dans le quartier Musaga, a déclaré à Amnesty International qu'une camionnette venant du bureau du maire a récupéré le corps. Les hommes qui ont pris ont refusé de lui dire où le corps a été emmené. Je ne sais pas où il est, ou s'il est », a déclaré la mère citée dans le communiqué. En plus du site de Buringa, Amnesty International a reçu des rapports crédibles de charniers suspects de personnes tuées le 11 décembre en plusieurs autres endroits, notamment aux cimetières de Mpanda et Kanyosha. Le communiqué a ajouté que des sources locales ont rapporté que 25 corps ont été enterrés dans cinq tombes sur le site Mpanda, et 28 corps ont été enterrés dans quatre fosses sur le site de Kanyosha, et on ne savait pas combien de corps pourraient être retrouvés sur d'autres sites. Les résultats font suite au rapport d'Amnesty International en décembre, ajoutant à l'approfondissement de la crise des droits humains au Burundi des jours avant que les dirigeants africains discutent du conflit au Burundi au sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba. « Les familles ont besoin de savoir ce qui est arrivé à leurs proches et être en mesure de les enterrer dans la dignité. Ces sites de charniers présumés doivent être sécurisés jusqu'à ce que des enquêtes approfondies puissent être effectuées, et tout corps retrouvé dedans devrait être exhumé pour déterminer les causes de la mort », conclut l'organisation.